

# **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

## **21 JUIN 2016**



**BICICI**  
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

AGO  
Juin 2016

Les chiffres clés.....	3
Le contexte économique.....	5
Rapport du conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire.....	10
Les résolutions .....	18
Données financières.....	24
Evolution du cours de l'action BICICI en 2015.....	33
Responsabilité Sociétale d'Entreprise.....	34
Les annexes 2015.....	38
Rapports des Commissaires aux Comptes .....	55

# Chiffres clés

Données en MXOF sauf indications contraires

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015
<b>Moyens</b>					
Fonds propres bruts	38 332	38 749	39 436	40 065	44 359
Effectifs	490	496	557	568	571
Nombre de sièges	31	34	37	40	42
<b>Activités</b>					
Total du Bilan	383 099	414 982	428 742	514 258	594 751
Ressources totales	314 371	359 571	366 777	449 595	520 628
- dont Dépôts de la Clientèle	309 206	353 956	359 705	446 230	516 595
Emplois totaux	317 156	326 211	375 802	367 760	432 688
- dont Crédits à la Clientèle	212 316	232 414	290 219	319 186	369 896
- Créances sur l'Etat (obligations -crédits CMT)	21 594	38 051	50 506	59 985	55 906
<b>Résultats</b>					
Produit Net Bancaire	25 441	26 905	32 655	37 976	38 328
-Marge nette d'intérêts (VAC)	16 601	16 146	20 026	22 885	22 889
-Commissions Nettes et Divers	8 840	10 759	12 629	15 091	15 440
Frais de Gestion totaux	20 384	20 795	23 018	23 869	25 534
-Frais Généraux d'exploitation	18 126	18 503	20 490	21 288	22 602
-Amortissements	2 258	2 292	2 528	2 581	2 932
Résultat Brut d'Exploitation	5 057	6 110	9 638	14 107	12 794
Résultat Net	2 254	5 234	9 269	10 106	9 202
<b>Résultats</b>					
Ratio de solvabilité (FP / Risques)	14,1%	15,0%	10,1%	9,5%	8,9%
- Fonds Propres Effectifs	36 398	20 516	38 437	39 038	43 488
- Total Risques Pondérés	258 803	249 444	380 974	411 449	490 633
Coefficient de Liquidité	104,0%	87,4%	74,0%	82,2%	76,6%
Coefficient de couverture des emplois à MLT par des ressources stables (*)	81%	61%	73%	52%	69%
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
- Marge Nette d'Intérêts	65,3%	60,0%	61,3%	60,3%	59,7%
- Commissions Nettes et Divers	34,7%	40,0%	38,7%	39,7%	40,3%
Rentabilité					
- Coefficient d'exploitation	80,1%	77,3%	70,5%	62,9%	66,6%
- Rentabilité des Capitaux Propres	6,9%	15,7%	27,7%	29,0%	23,7%
- Résultat Net par action	1 353	3 141	5 561	6 064	5 521

## Contexte économique



### Bilan de l'économie mondiale en 2015

L'année 2015 aura été marquée par une croissance économique décevante et en-deçà des attentes initiales, une chute du commerce international, le maintien des politiques monétaires extrêmement accommodantes et enfin par la confirmation de la décline des prix du pétrole. En effet, le taux de croissance de l'économie mondiale en 2015 est ressorti à 3,1% contre 3,4% en 2014.

**Aux Etats-Unis**, 2015 restera l'année de la première hausse de taux de la Fed, qui mettait fin, en décembre, à sept années de taux zéro. Le début de cette « normalisation » de la politique monétaire a été permis par une croissance restée dynamique, à 2,4%, et surtout à une très franche amélioration sur le marché du travail : le taux de chômage, tombé à 5% en fin d'année permet enfin une accélération des salaires. Le ralentissement marqué de l'inflation, sous le double poids du prix du pétrole en recul constant et d'une appréciation du dollar, aura permis une accélération du pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, les dépenses de ces derniers, en consommation et en investissement résidentiel, auront été le principal moteur de la croissance américaine.

**Pour la zone euro**, l'année 2015 aura finalement tenu ses promesses et marqué une reprise de l'activité. Le PIB de la zone euro aura progressé de 1,5% l'an dernier, au plus haut depuis 2011. Le bilan de ce redressement est déjà concret dans plusieurs domaines : 1,3 million d'emplois nets créés à fin septembre 2015, une baisse du taux de chômage d'un point de pourcentage à 10,4% en décembre, des ratios de déficit et de dette publics en baisse respectivement autour de 2,2% et 93,5% du PIB. Toutefois, les trois (3) premières économies de la zone (Allemagne, France et Italie) affichent des performances proches mais inférieures à la moyenne de la zone euro. Sur le front monétaire, la Banque Centrale a dû accroître fortement son action, et lancé en mars 2015 son programme d'achat de titres de dettes publiques (Quantitative Easing).

**Dans les pays émergents et en développement (hors zone UEMOA)**, la croissance a ralenti en 2015 pour la cinquième année consécutive, pour atteindre 3,8%. Le ralentissement de la croissance chinoise à 6,9% et les sorties records de capitaux de la Chine ont participé à la détérioration générale des conditions de financement externes des pays émergents, en alimentant des épisodes de forte volatilité sur les marchés financiers internationaux. Aussi, l'effondrement des prix des matières premières a considérablement affaibli les exportations, les recettes fiscales et l'activité économique des pays producteurs au Moyen Orient, dans la CEI (Communauté des États indépendants composée de 9 des 15 anciennes républiques soviétiques) et en Amérique latine. Enfin, les pays émergents ont dû faire face à l'affaiblissement durable du commerce mondial, lié au manque de dynamisme de la demande des économies avancées, auquel s'ajoutent les effets du changement de modèle de croissance chinois (moins dépendant des exportations et de la production de biens à partir de produits semi-finis importés des pays de la région).

**En zone UEMOA**, la croissance en 2015 est quant à elle restée solide, se maintenant au-dessus de 6% pour la deuxième année consécutive. Si la Côte d'Ivoire reste le leader régional, cette bonne dynamique illustre également le regain de dynamisme du Sénégal et la résilience des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger) en dépit d'une situation sécuritaire et politique fragile.

## Contexte économique

### Bilan de l'économie ivoirienne en 2015

En 2015, l'environnement économique national a été marqué par la tenue d'une élection présidentielle apaisée et l'achèvement du Plan National de Développement (PND) 2012-2015. Dans ce contexte, les investissements privés déclarés au CEPICI se sont établis à 669,9 milliards, en hausse de 57% comparativement à 2014. Les créations d'entreprises enregistrées par le CEPICI se situent à 9 534 contre 6 487 en 2014.

Par ailleurs, l'activité économique a tiré avantage d'une consommation en accroissement sous l'effet de l'amélioration continue du revenu des paysans, de la revalorisation des salaires des fonctionnaires, de l'augmentation des salaires minima catégoriels dans certaines branches d'activité du secteur privé ainsi que du retour de la BAD en son siège à Abidjan.

En définitive, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 8,6% en 2015 selon le FMI. Une performance impulsée par l'ensemble des secteurs (principalement les secteurs secondaire et tertiaire).

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 7,4% en 2015 tirée par l'agriculture vivrière (+8,9%) et par l'agriculture d'exportation (+5,3%), grâce à la sécurisation durable des ressources foncières et au relèvement continu du prix d'achat bord champ garanti aux producteurs.

Le secteur secondaire connaît une croissance de 12,7% en relation avec la bonne progression des BTP (+28,3%), de l'énergie (+23,3%), de l'extraction minière (+15,7%) et des produits pétroliers (+10,9%).

Le secteur tertiaire (+9,5%) bénéficie du dynamisme de l'ensemble de ses composantes à savoir les transports (+11,3%), les services (+10,1%), le commerce (+8,7%) et les télécommunications (+8,4%).

### Contributions sectorielles à la croissance du PIB de 2012 à 2016

Taux de croissance en %	2012	2013	2014	2015 (e)	2016 (p)
<b>PIB total</b>	<b>9,8</b>	<b>9,0</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>
secteur primaire	2,3	6,9	4,0	7,4	5,2
secteur secondaire	19,2	8,8	6,1	12,7	15,7
secteur tertiaire	13,5	9,6	12,4	9,5	9,5
Consommation finale	13,0	5,7	8,2	10,6	8,6
Exportations de biens	12,0	6,0	9,2	7,6	9,1
Importations de biens	77,2	6,4	9,1	12,2	13,3
<b>en % du PIB</b>					
<b>Investissements</b>	<b>13,7</b>	<b>14,6</b>	<b>16,0</b>	<b>18,7</b>	<b>20,2</b>
Public	4,9	7,5	7,7	8,0	7,8
Privé	8,8	7,1	8,3	10,5	12,4

Source : Direction Générale de l'Economie – Cadrage macroéconomique 2014-2020, Septembre 2015

## Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale



**Jean-Marie ACKAH**

Président du Conseil d'Administration

**Jacques Henri WAHL**

Conseiller du Président du Groupe BNP Paribas  
Administrateur

**Jean-François FICHAUX**

Administrateur de Sociétés  
Administrateur

**Fabien RIGUET**

Responsable Afrique/BNP Paribas  
Administrateur

**François BENAROYA**

(Head of integration)  
Integration Project Office  
Administrateur

**Pathé DIONE**

Président Directeur Général  
de SUNU Assurances Holding SA  
Administrateur

**Gérard MANGOVA**

Président du Conseil d'Administration  
de UBIPHARM Côte d'Ivoire – Ex « Laborex »  
Administrateur

**M. Philippe SECHAUD**

Administrateur de Sociétés  
Administrateur

**BNP Paribas / BDDI Participations**

Représentée par  
Philippe TARTELIN  
Directeur Afrique BNP Paribas  
Administrateur

**PROPARCO**

Représentée par  
Laurent FARGE  
Représentant Régional Afrique de l'Ouest  
Administrateur

**Jean-Christophe DURAND**

Responsable de Zone Territoire  
Groupe BNP Paribas – CIB  
Manama – Bahrain  
Administrateur

**Mohamed BAH**

Directeur Général Délégué  
de SUNU Assurance Côte d'Ivoire  
(Groupe SUNU Participation)  
Administrateur

## ***Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale***

Le marché bancaire ivoirien, avec l'arrivée de la Banque de l'Union (BDU) et de FIDELIS FINANCE, a été animé en 2015 par 26 banques et établissements financiers. Ayant pourtant acquis leurs agréments auprès de la BCEAO en 2015, la Banque Malienne de Solidarité (BMS, démarrage effectif depuis mars 2016) et la Banque Régionale des Marchés (BRM) n'ont pu démarrer leurs activités cette même année.

Par ailleurs, l'environnement bancaire et financier, dans le prolongement des modifications du cadre légal et réglementaire initiées par la BCEAO, a été marqué par les activités des Bureaux d'Informations sur le Crédit (BIC), avec l'installation à Abidjan, de Crédit Info Volo ainsi que par la mise sous administration provisoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE).

Dans ce contexte, trois (3) nouvelles agences ont été ouvertes par la BICICI au cours de l'année portant la taille du réseau à 42 points de vente. Le fait marquant reste l'inauguration par M. Jean LEMIERRE, Président du Groupe BNP PARIBAS, de l'agence de Playce Marcory du nom du centre commercial de CFAO-RETAIL.

La conquête de clients Particuliers et Professionnels, leur équipement tant en crédits qu'en produits dédiés de même que l'analyse régulière de la conformité des opérations confiées par nos clients ont jalonné l'exercice de l'activité Retail.

Concernant l'activité Entreprises et Institutionnels, on retiendra le partenariat noué avec CARREFOUR qui fait partie des leaders de la distribution mondiale. Ce partenariat a consisté en :

- la mise en place de lignes de financement en faveur de CARREFOUR et des boutiques présentes dans le centre commercial,
- la mise en place d'une offre de Cash management pour la gestion des flux (Terminaux de Paiement Electronique, ramassage de fonds),
- l'installation de plusieurs distributeurs automatiques.

## **ÉVOLUTION DES RESSOURCES**

Les ressources collectées auprès de la clientèle poursuivent leur bonne dynamique de progression et passent de 446 Mds FCFA au 31 Décembre 2014 à 517 Mds CFA au 31 Décembre 2015. Cette forte hausse de 15,8% est notamment tirée par une forte croissance des dépôts à terme (15,4%).

Les ressources de la clientèle Entreprises et Institutionnels sont en hausse de 10,2% en lien avec la bonne tenue des dépôts à vue (+10,4%), nonobstant une campagne Café – Cacao moins favorable cette année.

Au niveau de la clientèle des Particuliers et des Professionnels, la collecte de ressources en fin de période est en augmentation de 14,2% sous l'effet notamment de la hausse des dépôts à terme de 35,6% et des comptes à vue de 13,3%.

## ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ

En ressources, notre position s'est dégradée cette année : - 50 points de base, essentiellement sur la clientèle entreprise. En revanche, notre part de marché de emplois s'est améliorée (+ 20 points de base), malgré la rude concurrence sur la place bancaire marquée par l'agressivité des banques les plus récentes.

En %	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15
Part de marché dépôt clientèle	9,9	9,0	9,2	8,7
Part de marché emplois clientèle	9,9	10,0	9,1	9,3

*Source APBEF-CI*

## RÉSULTAT A FIN DÉCEMBRE 2015

### Evolution du Produit Net Bancaire (PNB)

Le Produit Net Bancaire est stable par rapport à l'exercice précédent et s'inscrit à 38 Mds XOF au 31 Décembre 2015 soit une progression de 0,9%. Cette légère hausse est expliquée par:

- Une croissance modérée de la Marge sur Capitaux qui s'établit à 15 992 MXOF au 31 Décembre 2015 contre 15 867 MXOF au 31 Décembre 2014. En effet, le coût de nos ressources rémunérées notamment des épargnes réglementées et des dépôts à terme a significativement progressé **ce qui limite notre marge à 0,8% de progression** malgré une bonne dynamique des revenus de crédits octroyés (+7,4% d'évolution).
- Dans le même temps, l'activité du leasing affiche une bonne performance de plus de 9,8% par rapport à 2014 en lien avec la croissance des encours.

Les commissions nettes se maintiennent à +0,3% malgré le durcissement du contexte réglementaire notamment sur la gratuité de certains services bancaires.

En millions de FCFA	2014	2015	Variation 2015 vs 2014	
Produit Net Bancaire (PNB)	37 976	38 328	352	0,9%
<b>VAC</b>	<b>22 585</b>	<b>22 888</b>	<b>303</b>	<b>1,3%</b>
Dont opérations de trésorerie et interbancaires	175	126	-49	-0,3%
Dont revenus du portefeuille titres	3 768	3 823	55	1,5%
<b>Commissions Nettes</b>	<b>15 391</b>	<b>15 440</b>	<b>49</b>	<b>0,3%</b>

## EVOLUTION DU COUT DU RISQUE

Le coût du risque est en nette amélioration en 2015, totalisant 1 856 MXOF soit une baisse d'environ 33,5%.

La banque avait procédé en 2014 au provisionnement de plusieurs dossiers après une analyse stricte des risques et dans le respect des règles prudentielles édictées par le régulateur.

Cette année, la banque a maintenu une politique de risque rigoureuse se traduisant par une meilleure maîtrise des provisions.

En millions de FCFA	2014	2015	Variation
Total général	-2 792	-1 856	-936
Dotations	-4 063	-3 666	-397
Nivellement à PCE	-493	-425	-68
Reprises & Récupérations de créances amorties	1 764	2 235	471

## EVOLUTION DU RESULTAT COURANT ET DU RESULTAT NET

Le Résultat Net Après Impôt ressort à 9 202 MXOF, en repli de 8,9% et s'explique par deux effets inverses :

- Une hausse des dotations au F.R.B.G de 406 MXOF par rapport à l'année 2014 qui avait bénéficié d'une reprise de provision au F.R.B.G
- Un recul des charges exceptionnelles lié au redressement fiscal en 2014 qui s'est traduit par le paiement d'une amende de 670 MXOF.

En millions de FCFA	2014	2015	Variation 2015 vs 2014	
Résultat Courant	12 438	11 045	-1 394	-11,2%
Résultat Net Avant Impôt	11 940	11 027	-913	-7,6%
Résultat Net	10 106	9 202	-904	-8,9%

## **PERSPECTIVES 2016**

Dans un environnement économique plutôt bien orienté, nous resterons tout de même attentifs à l'évolution de l'endettement, notamment celui des démembrements de l'Etat, ainsi qu'à l'amélioration du climat des affaires.

Ces leviers, identifiés par le FMI pour favoriser l'investissement privé, seront en effet déterminants pour l'accélération de la bonne dynamique déjà observée, mais également pour la concrétisation de projets portés par bon nombre d'investisseurs.

Le bon équilibre bilanciel de la BICICI, son dispositif de qualité suite aux travaux d'extension et de rénovation de ces dernières années et sa stratégie claire de développement sont autant d'atouts pour faire en sorte que l'année 2016 lui soit profitable.

L'accent sera mis sur les développements suivants :

### **1- Poursuivre la conquête de nouveaux clients en privilégiant le haut de gamme et le prestige**

- Déploiement de la nouvelle "offre Prestige"
- Aménagement des espaces VIP dans quelques agences (5 à Abidjan, + San Pedro et Yamoussoukro)

### **2- Développer l'offre de crédit immobilier par le biais des conventions avec les entreprises, en relais à l'action de développement du financement de la promotion immobilière**

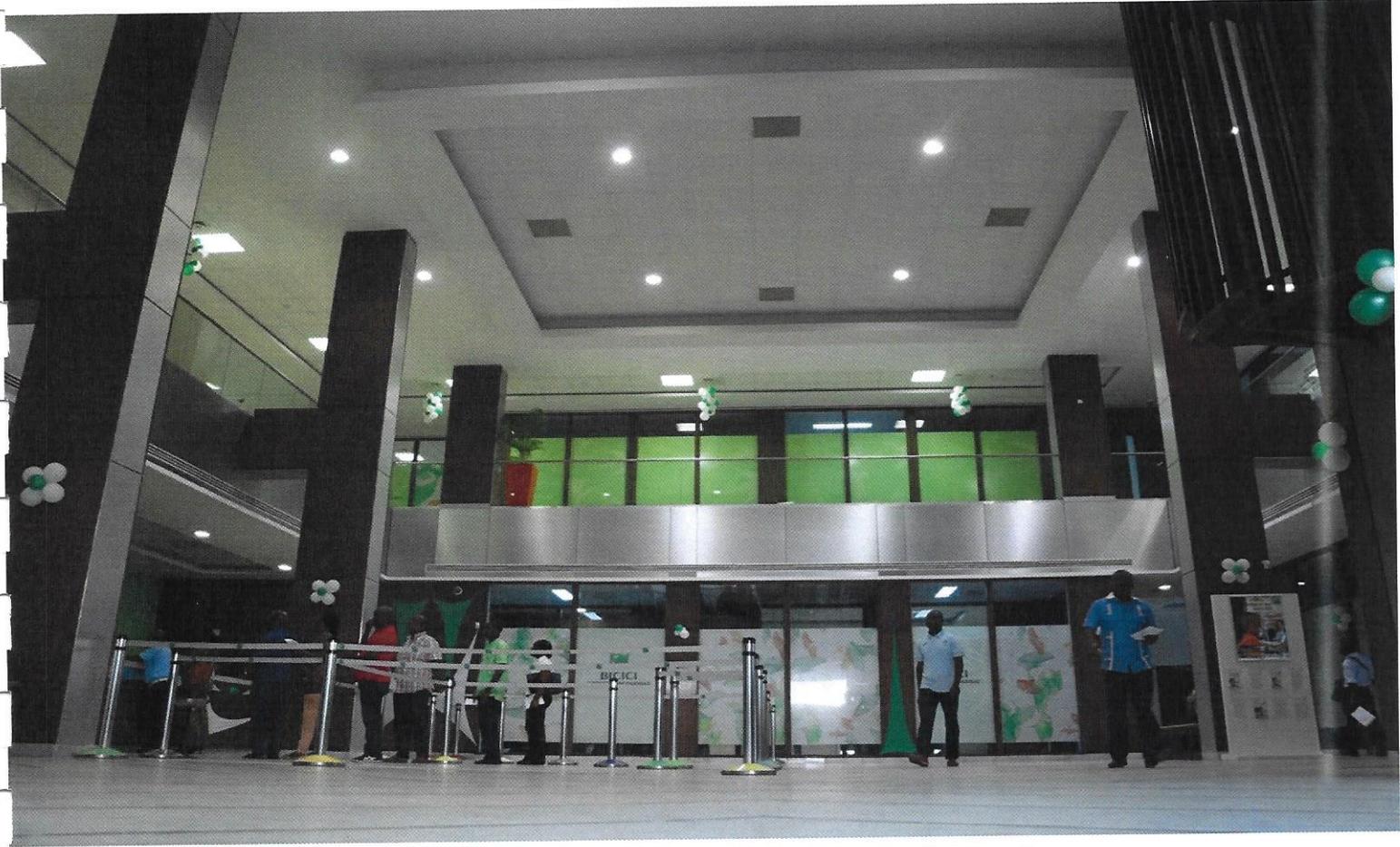
### **3- Accroître nos commissions par un meilleur équipement de nos clients, le développement de la bancassurance et le déploiement de la stratégie Digitale**

- Lancement de nouveaux produits de bancassurance
- Déploiement de la nouvelle stratégie digitale en lien avec BNP PARIBAS.

### **4- Etre attentif aux possibilités de financement de projets d'investissement portés par des contreparties de qualité**

Il conviendra également de rester vigilant sur la gestion du risque de crédit et sur le respect de nos règles en matière de conformité de nos opérations, tout en étant attentif à la rentabilité d'ensemble de la banque.

## Les Résolutions



## **Les Résolutions**

### **PREMIERE RESOLUTION : RATIFICATION DE LA COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR**

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 16 des statuts, ratifie la cooptation de Monsieur Jean-Marie ACKAH en qualité d'Administrateur à compter du 21 avril 2016.

### **DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2015**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture :

- du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2015 et sur les comptes dudit exercice ;
- du rapport général des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice ;

Approuve les comptes annuels (bilan, hors bilan, comptes de résultat, annexes) dudit exercice tels qu'ils ont été présentés.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne en conséquence quitus aux Administrateurs :

- BNP PARIBAS IRB PARTICIPATIONS, représentée par M. Philippe TARTELIN,
- PROPARCO, représentée par M. Laurent FARGE,
- SUNU Assurances Vie Côte d'Ivoire, représentée par M. Mohamed BAH,
- M. Jean-Marie ACKAH à compter du 21 avril 2016,
- M. Jacques Henri WAHL,
- M. Fabien RIGUET,
- M. Pathé DIONE,
- M. Gérard MANGOUA,
- M. Philippe SECHAUD,
- M. Jean-François FICHAUX,
- M. Jean-Christophe DURAND,
- M. François BENAROYA,

Et aux Commissaires aux Comptes de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2015.

***Cette décision sera mise aux voix.***

## **Les Résolutions**

### **QUATRIEME RESOLUTION : AFFECTATION DES RESULTATS**

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de l'affectation du bénéfice net d'un montant de **F CFA 9 202 238 411** augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de **F CFA 7 582 737**, soit un montant total disponible de **F CFA 9 209 821 148**.

Ce bénéfice distribuable est réparti comme suit :

- Dotation de **15%** à la réserve spéciale pour un montant de **F CFA 1 380 335 762**. La réserve spéciale s'élèvera donc à **F CFA 17 342 767 196**.
- Distribution définitive de **F CFA 7 825 001 565**, soit un dividende brut de **F CFA 4 695** par action représentant **46,95%** du montant nominal de l'action. Le dividende sera mis au paiement, après déduction de l'IRVM, au plus tard le 10 Juillet 2016.
- Mise en report à nouveau de **FCFA 4 483 821**.

***Cette décision sera mise aux voix.***

### **CINQUIEME RESOLUTION : APPROBATION DES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, en prend acte et approuve les nouvelles conventions réglementées.

***Cette décision sera mise aux voix.***

## ***Les Résolutions***

### **HUITIEME RESOLUTION : RENOUELEMENT DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'Assemblée Générale constate que les mandats des Commissaires aux comptes ci-dessous cités, avaient expiré à l'issue de l'Assemblée Générale qui a statué sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014:

- **Commissaires aux comptes titulaires :**
  - Le Cabinet DELOITTE CI représenté par M. WABI Marc Vincens, et
  - Le Cabinet MAZARS CI représenté par M. Armand FANDOHAN.
  
- **Commissaires aux comptes suppléants**
  - Monsieur KOUADIO Brou Olivier (Cabinet EBUR FIDUCIAIRE) et
  - Monsieur Bernard N'DABIAN.

Toutefois, ayant omis de renouveler ces mandats pour une durée de trois (3) ans, ils ont poursuivi leurs missions jusqu'à la présente assemblée générale statuant sur les exercices clos le 31 décembre 2015.

Conformément aux articles 702 à 709 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt économique, l'Assemblée prend acte de la fin des mandats des commissaires aux comptes titulaires à la date de l'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 25 juin 2015 ainsi que ceux de leurs suppléants, procède au renouvellement desdits mandats à la présente assemblée.

La durée du mandat de ces commissaires aux comptes est de trois (3) ans.

Il expirera lors de l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

***Cette décision sera mise aux voix.***

### **NEUVIEME RESOLUTION : POUVOIRS**

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

***Cette décision sera mise aux voix.***



# Rentrée zéro souci avec la BICICI

Données Financières

Crédit scolaire jusqu'à **5 millions**  
remboursable sur 12 mois

 **10% de remise**  
pour vos achats de fournitures scolaires



**BICICI**  
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

[bicici.com](http://bicici.com)

Offre valable jusqu'au 31 octobre 2015

 [bicicibanque](https://www.facebook.com/bicicibanque)

**Etats Financiers Sociaux****Bilan Actif**

LIBELLES	Montants nets	Montants nets
	31/12/2014	31/12/2015
<b>Caisse</b>	<b>16 921 622 397</b>	<b>21 482 338 693</b>
<b>Créances Interbancaires</b>	<b>64 838 173 183</b>	<b>83 470 054 188</b>
- A vue	58 278 603 183	61 410 484 188
. Banques Centrales	55 025 634 305	54 714 747 099
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	3 252 968 878	6 695 737 089
- A terme	6 559 570 000	22 059 570 000
	-	-
<b>Créances sur la Clientèle</b>	<b>319 186 313 181</b>	<b>369 895 702 758</b>
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	2 024 319 312	5 389 708 886
. Crédits de Campagne	-	-
. Crédits Ordinaires	2 024 319 312	5 389 708 886
- Autres Concours à la Clientèle	260 909 268 995	288 683 143 176
. Crédits de Campagne	19 445 558 015	29 022 867 858
. Crédits Ordinaires	241 463 710 980	259 660 275 318
- Comptes ordinaires Débiteurs	55 727 542 044	72 686 837 724
	-	-
- Affacturage	525 182 830	3 136 012 972
	-	-
<b>Titres de Placement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>61 932 562 900</b>	<b>63 819 016 951</b>
<b>Crédit-bail et opérations assimilées</b>	<b>23 076 583 392</b>	<b>23 306 170 952</b>
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>1 085 910 325</b>	<b>1 245 774 195</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>17 018 426 328</b>	<b>17 121 335 291</b>
<b>Actionnaires ou Associés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres Actifs</b>	<b>3 905 237 749</b>	<b>5 684 096 294</b>
<b>Comptes d'Ordre et Divers</b>	<b>6 292 981 763</b>	<b>8 726 210 150</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>514 257 811 218</b>	<b>594 750 699 472</b>

**Hors Bilan au 31 Décembre 2015**

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2014	31/12/2015
<b>Engagements de Financement</b>		
* En faveur d'Établissements de Crédit	-	-
* En faveur de la Clientèle	12 984 965 034	18 033 748 086
<b>Engagements de Garantie</b>		
* D'ordre d'Établissements de Crédit	-	-
* D'ordre de la Clientèle	48 736 435 761	45 680 810 156
<b>Engagements sur Titres</b>		

## Données Financières

### Compte de Résultat / Charges

LIBELLES	31/12/2014	31/12/2015
<b>Intérêts et Charges Assimilées</b>	<b>6 081 771 454</b>	<b>7 367 968 664</b>
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	175 624 236	407 233 308
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 906 147 218	6 960 735 356
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	-	-
- Autres Intérêts et Charges Assimilées	-	-
 <b>Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées</b>	 <b>7 752 964 472</b>	 <b>10 466 669 619</b>
 <b>Commissions</b>	 <b>1 032 873 519</b>	 <b>1 602 606 597</b>
 <b>Charges sur Opérations Financières</b>	 <b>629 080 845</b>	 <b>374 347 690</b>
- Charges sur Titres de Placement	-	-
- Charges sur Opérations de Change	124 876 001	11 912 796
- Charges sur Opérations de Hors Bilan	504 204 844	362 434 894
 <b>Charges Diverses d'Exploitation Bancaire</b>	 <b>89 118 307</b>	 <b>15 211 097</b>
<b>Achats de Marchandises</b>	-	-
<b>Stocks Vendus</b>	-	-
<b>Variations de Stocks de Marchandises</b>	-	-
<b>Frais Généraux d'Exploitation</b>	<b>21 287 712 917</b>	<b>23 601 273 059</b>
- Frais de Personnel	8 252 348 870	9 627 458 215
- Autres Frais Généraux	13 035 364 047	13 973 814 844
 <b>Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations</b>	 <b>2 581 037 507</b>	 <b>2 931 739 056</b>
<b>Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan</b>	<b>1 579 399 381</b>	<b>1 468 502 567</b>
<b>Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Gén.</b>	<b>-</b>	<b>406 465 703</b>
<b>Charges Exceptionnelles</b>	<b>1 658 060 021</b>	<b>341 106 925</b>
<b>Pertes sur Exercices Antérieurs</b>	<b>3 079 539</b>	<b>308 270</b>
<b>Impôt sur le Bénéfice</b>	<b>1 834 188 096</b>	<b>1 825 026 912</b>
 <b>Bénéfice de l'Exercice</b>	 <b>10 105 906 071</b>	 <b>9 202 238 411</b>
 <b>TOTAL</b>	 <b>54 635 192 129</b>	 <b>59 603 464 570</b>

**Etats Financiers Consolidés****Bilan Actif**

LIBELLES	Montants nets	Montants nets
	31/12/2014	31/12/2015
<b>Caisse</b>	<b>16 921 622 397</b>	<b>21 482 338 693</b>
<b>Créances Interbancaires</b>	<b>64 838 173 183</b>	<b>83 470 054 188</b>
- A vue	<b>58 278 603 183</b>	<b>61 410 484 188</b>
. Banques Centrales	55 025 634 305	54 714 747 099
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	3 252 968 878	6 695 737 089
- A terme	<b>6 559 570 000</b>	<b>22 059 570 000</b>
<b>Créances sur la Clientèle</b>	<b>318 734 174 785</b>	<b>366 781 453 358</b>
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	<b>2 024 319 312</b>	<b>5 389 708 886</b>
. Crédits de Campagne	-	-
. Crédits Ordinaires	2 024 319 312	5 389 708 886
- Autres Concours à la Clientèle	<b>55 800 586 478</b>	<b>72 708 601 296</b>
. Crédits de Campagne	<b>260 909 268 995</b>	<b>288 683 143 176</b>
. Crédits Ordinaires	19 445 558 015	29 022 867 858
- Comptes ordinaires Débiteurs	241 463 710 980	259 660 275 318
- Affacturage	<b>525 182 830</b>	<b>3 136 012 972</b>
<b>Crédit-bail et opérations assimilées</b>	<b>23 783 583 392</b>	<b>22 565 170 952</b>
<b>Titres de Placement</b>	-	-
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>61 774 562 900</b>	<b>63 661 016 951</b>
<b>Immobilisations Financières M. Equiv</b>	-	-
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>1 122 752 828</b>	<b>1 266 699 332</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>17 117 931 478</b>	<b>17 181 587 794</b>
<b>Actionnaires ou Associés</b>	-	-
<b>Autres Actifs</b>	<b>4 913 233 863</b>	<b>6 447 238 586</b>
<b>Comptes d'Ordre et Divers</b>	<b>6 701 273 108</b>	<b>8 726 760 150</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>516 432 490 764</b>	<b>594 718 332 976</b>

**Hors Bilan au 31 Décembre 2015**

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2014	31/12/2015
<b>Engagements de Financement</b>		
* En faveur d'Établissements de Crédit	-	-
* En faveur de la Clientèle	12 984 965 034	18 033 748 086
<b>Engagements de Garantie</b>		
* D'ordre d'Établissements de Crédit	-	-
* D'ordre de la Clientèle	48 736 435 761	45 680 810 156
<b>Engagements sur Titres</b>		

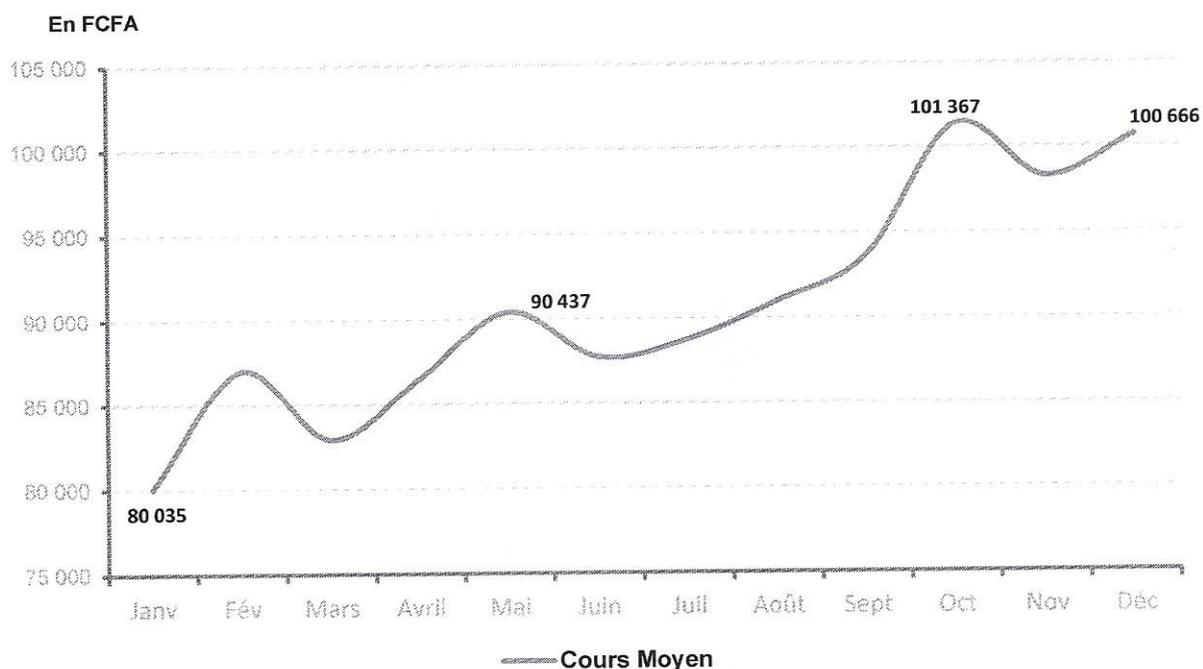
## Données Financières

### Compte de Résultat / Charges

LIBELLES	31/12/2014	31/12/2015
<b>Intérêts et Charges Assimilées</b>	<b>6 081 771 454</b>	<b>7 367 968 664</b>
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	175 624 236	407 233 308
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 906 147 218	6 960 735 356
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	-	-
- Autres Intérêts et Charges Assimilées	-	-
<b>Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées</b>	<b>7 752 964 472</b>	<b>10 466 669 619</b>
<b>Commissions</b>	<b>1 205 183 029</b>	<b>1 754 581 419</b>
<b>Charges sur Opérations Financières</b>	<b>629 080 845</b>	<b>374 347 690</b>
- Charges sur Titres de Placement	-	-
- Charges sur Opérations de Change	124 876 001	11 912 796
- Charges sur Opérations de Hors Bilan	504 204 844	362 434 894
<b>Charges Diverses d'Exploitation Bancaire</b>	<b>134 446 729</b>	<b>38 597 954</b>
<b>Achats de Marchandises</b>	-	-
<b>Stocks Vendus</b>	-	-
<b>Variations de Stocks de Marchandises</b>	-	-
<b>Frais Généraux d'Exploitation</b>	<b>21 835 947 544</b>	<b>24 191 781 149</b>
- Frais de Personnel	8 541 103 533	9 972 987 251
- Autres Frais Généraux	13 294 844 011	14 218 793 898
<b>Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations</b>	<b>2 645 288 360</b>	<b>3 003 342 460</b>
<b>Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan</b>	<b>2 066 905 310</b>	<b>2 359 512 404</b>
<b>Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Gén.</b>		
<b>Charges Exceptionnelles</b>	<b>1 658 060 021</b>	<b>341 106 925</b>
<b>Pertes sur Exercices Antérieurs</b>	<b>3 079 539</b>	<b>308 270</b>
<b>Quote-part dans la perte d'entreprises mise en équivalence</b>		
<b>Impôt sur le Bénéfice</b>	<b>2 059 263 846</b>	<b>1 741 588 662</b>
<b>Bénéfice de l'Exercice</b>	<b>10 105 906 071</b>	<b>9 202 238 411</b>
- Part du Groupe	10 706 346 326	9 107 705 351
- Part des minoritaires	128 440 255	144 263 396
<b>TOTAL</b>	<b>56 906 777 729</b>	<b>60 891 773 962</b>

**Evolution du cours de l'action BICICI en 2015 (en FCFA)**

	Cours Maximum	Cours Minimum	Cours Moyen	Volume Total Echangé	Volume Moyen Journalier
Janvier	83 850	78 000	80 035	884	42
Février	91 500	79 005	87 003	707	37
Mars	89 000	82 000	82 909	2 077	94
Avril	95 000	82 000	86 551	885	42
Mai	93 500	87 000	90 437	599	33
Juin	90 000	86 615	87 765	422	19
Juillet	91 000	87 000	88 773	654	31
Août	92 005	89 015	91 009	537	27
Septembre	100 000	91 000	93 650	3 347	159
Octobre	104 000	99 970	101 367	2 777	126
Novembre	100 000	97 000	98 276	672	32
Décembre	107 495	95 000	100 666	822	39



## Notre Responsabilité Sociétale d'Entreprise



## Notre Responsabilité Sociétale d'Entreprise

### → La RSE

La **Responsabilité Sociétale d'Entreprise** trouve son fondement dans la "Responsabilité des organisations vis-à-vis des impacts de leurs décisions et de leurs activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique".

C'est un concept qui appelle à l'intégration des préoccupations sociales, environnementales et économiques des entreprises dans leurs interactions avec les parties prenantes.

### → La BICICI, une Banque Responsable – 4 Piliers et 12 Engagements

La Vision RSE au sein du Groupe BNP Paribas repose sur quatre piliers qui se déclinent en 12 engagements.



## Annexes aux comptes annuels 2015



**BILANS PUBLIABLES - RESUMES ET COMPARES (en MXOF)**

LIBELLES	31/12/2014	31/12/2015
Caisse	16 922	21 483
Créances interbancaires	64 839	83 470
Créances sur la Clientèle	319 186	369 896
Immobilisations financières	61 932	63 819
Crédit-bail et Opérations assimilées	23 077	23 306
Immobilisations Corporelles et incorporelles	18 104	18 367
Autres actifs	3 905	5 684
Comptes d'ordre et divers (actif)	6 293	8 726
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>514 258</b>	<b>594 751</b>

LIBELLES	31/12/2014	31/12/2015
Dettes interbancaires	4 241	7 346
Dettes à l'égard de la Clientèle	447 130	517 428
Autres passifs	7 644	8 679
Comptes d'ordres et divers (passif)	4 625	7 664
Fonds propres et assimilés	50 618	53 634
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>514 258</b>	<b>594 751</b>

**HORS BILANS PUBLIABLES - RESUMES ET COMPARES (en MXOF)**

LIBELLES	31/12/2014	31/12/2015
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Engagements de financement faveur clientèle	12 985	18 034
Engagements de garanties faveur établissements de crédit	0	0
Engagements de garanties faveur clientèle	48 736	45 681
<b>TOTAL</b>	<b>61 721</b>	<b>63 715</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Engagements de garanties reçus établissements de crédit	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	173 987	278 699
<b>TOTAL</b>	<b>173 987</b>	<b>278 699</b>

**Exercice clos le 31 décembre 2015**

**1 REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat de la BICICI ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

**1.1 BASE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS**

Les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation qui suppose que la Banque poursuivra son activité opérationnelle dans un futur prévisible et pourra faire face à ses échéances.

**1.2 COMPTABILISATION DES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

**1.3 OPERATIONS EN DEVICES**

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de change latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

**1.4 CREDITS A LA CLIENTELE**

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues.

La banque applique notamment les dispositions de l'instruction du PCB n° 94-05 relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance, modifié par le dispositif prudentiel applicable aux banques et aux établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Les engagements en souffrance comprennent :

- les créances impayées : échéances impayées depuis six mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement ;
- les créances immobilisées : échéances impayées depuis six mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté ;

### **1.7 PROVISION REGLEMENTEE**

Le montant de cette rubrique correspond à la provision forfaitaire pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est égal à 5% du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5% du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

Aucune provision réglementée n'est enregistrée dans les livres de la BICICI au 31 décembre 2015.

### **1.8 PROVISIONS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

Il s'agit du FRBG prévu dans la lettre d'information 95-02 du 27/10/1995.

Ce poste enregistre le montant que l'établissement décide d'affecter à la couverture de risques généraux, lorsque des raisons de prudence l'imposent. Il sert à couvrir :

- le risque de crédit ou sectoriel non clairement identifié et dont la probabilité de survenance n'est pas tout à fait établie
- les autres risques bancaires généraux :
  - » le risque de taux général et de change
  - » les risques pays (événements politiques et sociaux, etc...)
  - » les risques opérationnels (défaillance des systèmes informatiques, comptables, les fraudes, etc.)
  - » et plus généralement tous les risques à l'exclusion du risque spécifique de crédit

La détermination du montant du FRBG est un pourcentage des encours sains Corporate et Retail de la Banque hors souverain.

### **1.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Le montant de cette rubrique permet de couvrir les risques financiers encourus par la Banque, résultant des différents litiges l'opposant à des tiers.

**2.3 CREANCES SUR LA CLIENTELE**

Les créances sur la clientèle se détaillent comme suit, en MXOF:

LIBELLES	31/12/2015
<b>CREANCES SAINES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>347 156</b>
Portefeuille d'effets Comm.	5 390
<i>Crédits ordinaires</i>	5 390
Autres Crédits à court terme	124 834
<i>Credits de campagne</i>	29 023
<i>Crédits ordinaires</i>	95 811
Comptes ordinaires débiteurs	72 687
Crédits à moyen terme	135 904
Crédits à long terme	5 205
Affacturage	3 136
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE NETTES</b>	<b>22 740</b>
Valeurs brutes	51 965
Créances impayées ou immobilisées	20 844
Créances douteuses ou litigieuses	31 121
Provisions	29 225
Créances douteuses ou litigieuses	29 225
<b>TOTAL</b>	<b>369 896</b>

**Annexes aux comptes annuels 2015**

**2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations financières se détaillent comme suit, en MXOF:

**INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS AU : 31/12/2015**

RUBRIQUE	VALEUR D'ACQUISITION			VALEUR AU 31/12/2015			AMORTISSEMENTS			VALEUR COMPTABLE NETTE
	VALEUR AU 31/12/2014	Acquisition Exercice 2015	SORTIES Exercice 2015	VALEUR AU 31/12/2015	AMORT AU 31/12/2014	N° DE COMPTE	DOTATION Exercice 2015	SORTIE Exercice 2015	AMORT AU 31/12/2015	
<b>FRAIS &amp; VALEURS INCORPORELS</b>										
944111 515 DROIT AU BAIL	142 500 000	191 235 000	-	333 735 000	-	944180 150	-	-	-	333 735 000
944112 520 FONDS DE COMM	500 000 000	-	-	500 000 000	-	944180 191	-	-	-	500 000 000
944120 070 FRAIS D'ETABL.	28 446 900	-	-	28 446 900	28 446 900	944180 150	28 446 900	-	28 446 900	-
944120 050 FR MODIF CAPITAL	-	-	-	-	-	944180 184	-	-	-	-
944130 085 LOGICIEL	5 817 904 699	259 872 696	-	6 077 777 395	5 375 282 224	944180 184	291 243 826	-	5 666 526 050	411 251 345
944136 100 LOGICIEL CREDIT-BAIL	57 267 685	-	-	57 267 685	56 479 835	944183 600	-	-	56 479 835	787 850
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>5 875 172 384</b>	<b>451 107 696</b>	<b>-</b>	<b>6 135 045 080</b>	<b>5 431 762 059</b>	<b>-</b>	<b>291 243 826</b>	<b>-</b>	<b>5 723 005 885</b>	<b>412 039 195</b>
944130 150 AUTRES IMMO INC	146 215 400	-	-	146 215 400	146 215 400	944180 160	-	-	146 215 400	-
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>6 692 334 684</b>	<b>451 107 696</b>	<b>-</b>	<b>7 143 442 380</b>	<b>5 606 424 359</b>	<b>-</b>	<b>291 243 826</b>	<b>-</b>	<b>5 897 668 185</b>	<b>1 245 774 195</b>
<b>IMMEUBLES MAT &amp; MOB HORS EXPLOITATION</b>										
945210 110 TERRAINS	19 049 399	-	-	19 049 399	-	-	-	-	-	19 049 399
945210 330 IMM RAPPORT	42 386 976	10 000 000	-	52 386 976	42 386 976	945280 110	83 333	-	42 470 309	9 916 667
945410 330 IMM SAISIS CLT	118 956 277	35 330 000	-	154 286 277	25 957 968	945480 110	15 428 628	-	41 386 596	112 899 681
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>180 392 652</b>	<b>45 330 000</b>	<b>-</b>	<b>225 722 652</b>	<b>68 344 944</b>	<b>-</b>	<b>15 511 961</b>	<b>-</b>	<b>83 856 905</b>	<b>141 865 747</b>

## 2.6 AUTRES ACTIFS

La rubrique des autres actifs se décompose comme suit en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
Créances rattachées	1 824	2 548	724
Débiteurs divers	1 471	1 607	136
Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	134	35	- 99
Valeurs à rejeter	0	691	691
Dépôts et cautionnements	186	255	69
Comptes de stock	251	474	223
Cb créances douteuses litigieuses	40	74	34
<b>TOTAL</b>	<b>3 906</b>	<b>5 684</b>	<b>+ 1 778</b>

## 2.7 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS ACTIFS

Les comptes d'ordre et divers actifs se décomposent comme suit en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
Comptes de liaison	4 329	7 039	2 710
Comptes de régularisation	345	971	626
Divers	1 619	716	-903
<b>TOTAL</b>	<b>6 293</b>	<b>8 726</b>	<b>+ 2 433</b>

## 2.8 DETTES INTERBANCAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit, en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
Comptes lori-bq locales & corres	1 408	904	-504
Dépôts de garantie reçus	101	42	-59
Emprunts à terme	2 732	6 400	3 668
<b>TOTAL</b>	<b>4 241</b>	<b>7 346</b>	<b>+ 3 105</b>

## Annexes aux comptes annuels 2015

### 2.11 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS PASSIFS

Le détail de ce poste se présente comme suit, en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
Comptes d'attente passif	432	2 342	1 910
Comptes de regul passif	4 193	5 322	1 129
<b>TOTAL</b>	<b>4 625</b>	<b>7 664</b>	<b>+ 3 039</b>

### 2.12 FONDS PROPRES ET ASSIMILES

Les fonds propres et assimilés évoluent comme suit en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
Provision pour risques et charges	1 963	1 453	-510
Provision / risques bancaires généraux	3 724	4 131	407
Capital	16 667	16 667	0
Primes liées au capital	1 853	1 853	0
Reserves	16 304	20 320	4 016
Report à nouveau (+/-)	1	8	7
Résultat de l'exercice (+/-)	10 106	9 202	-904
<b>TOTAL</b>	<b>50 618</b>	<b>53 634</b>	<b>+ 3 016</b>

### 2.13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan ont évolué comme suit, en MXOF :

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financement faveur clientèle	12 985	18 034	5 049
Engagements de garanties faveur Ets de crédit	0	0	
Engagements de garanties faveur clientèle	48 736	45 681	-3 055
<b>TOTAL</b>	<b>61 721</b>	<b>63 715</b>	<b>1 994</b>

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2015	Variation
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Engagements de garanties reçus Ets de crédit	0	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	173 987	278 699	104 712
<b>TOTAL</b>	<b>173 987</b>	<b>278 699</b>	<b>104 712</b>

## Annexes aux comptes annuels 2015

### 2.18 PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les profits sur exercices antérieurs d'un montant de MXOF 73, sont composés essentiellement de diverses récupérations d'intérêts ayant trait aux exercices précédents pour MXOF 73.

Les produits exceptionnels, d'un montant de millions MXOF 251, se composent essentiellement de divers profits hors exploitation.

Les charges exceptionnelles (MXOF 341) sont composées pour l'essentiel des vols et détournement pour de MXOF 284.

### 2.19 INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les intérêts et charges assimilées se détaillent comme suit en MXOF :

- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires :	407
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes de la clientèle :	6 961

### 2.20 FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION

Les frais généraux d'exploitation se détaillent en MXOF comme suit :

- Frais de Personnel (hors taxes sur salaires)	9 627
•Dont Salaires et traitements : 7 761	
•Dont charges sociales : 1 866	
- Autres Frais Généraux	13 974

### 2.21 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements des immobilisations se détaillent en MXOF comme suit :

- Dotation /immobilisations incorporelles :	16
- Dotation/immobilisations corporelles :	2 916

### 2.22 REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Il n'y a pas eu de reprise d'amortissement au cours de l'exercice clos le 31/12/2015.

### 2.23 SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES ET DU HORS BILAN

**Deloitte.**

 MAZARS

**BANQUE INTERNATIONALE POUR  
LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE  
DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX  
COMPTES**

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2015.**

**BANQUE INTERNATIONALE POUR  
LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE  
DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS REGLEMENTEES ET LES CONVENTIONS RELEVANT  
DE L'ARTICLE 45 DE L'ORDONNANCE DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2009  
PORTANT RELEMENTATION BANCAIRE**

**Exercice clos le 31 décembre 2015**

Ce rapport ne concerne pas les conventions normales portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **1. Conventions relevant des articles 438 à 440 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE**

### **1.1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2015**

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Banque ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2015.

### **1.2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2015**

En application de l'article 440 alinéa 6 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

#### **1.2.1. Convention de coopération technique avec BNP PARIBAS - BDDI PARTICIPATION**

**Administrateur concerné : BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION**

##### **Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION.

##### **Modalités et rémunérations**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2015, s'élèvent à **FCFA 1 098 millions**.

### **1.2.6. Convention de service d'audit dans le cadre du Centre de Service Partagé Audit (CSP Audit)**

**Administrateur concerné :** BNP PARIBAS,

#### **Nature et objet**

Cette convention fixe le principe et les modalités de remboursement des dépenses occasionnées par l'équipe centrale du Hub, basée géographiquement à Dakar, au Sénégal, dans le cadre des prestations (missions) d'audit.

#### **Modalités et rémunérations**

La clé de répartition retenue est le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2015 s'élèvent à **FCFA 46 millions**.

### **1.2.7. Convention de service d'analyse des risques dans le cadre du Centre de Service Partagé Risques (CSP risques)**

**Administrateur concerné :** BNP PARIBAS,

#### **Nature et objet**

Il a été créé une plateforme « Risque », centre régional, à des fins de gestion du risque de crédit à l'échelle des BICI. L'équipe est basée géographiquement à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et réalise des prestations pour le compte des BICI.

#### **Modalités et rémunérations**

Les coûts engendrés dans la cadre de cette plateforme sont refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et la volumétrie des dossiers entrants. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2015 s'élèvent à **FCFA 249 millions**.

### **1.2.8. Convention d'assistance technique avec le CSP Risques**

**Administrateur concerné :** BNP PARIBAS,

#### **Nature et objet**

Assistance technique en faveur du CSP, à sa demande.

#### **Modalités et rémunérations**

Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au CSP risque au titre de l'exercice 2015.

### **1.2.9. Convention de prestations de services de formation dans le cadre du Centre de Service Partagé Formation (CSP Formation)**

**Administrateur concerné :** BNP PARIBAS,

#### **Nature et objet**

Le CSP Formation a pour responsabilité de définir et piloter la stratégie de formation des entités BICI de la zone Afrique francophone. Il a en charge l'organisation et l'animation des formations du périmètre Learning and Development (L&D) pour l'ensemble des pays, à l'exception des formations qui ne sont pas organisées par le CSP, mais par des relais locaux.

### **1.2.13. Convention d'indemnité de fin de carrière (IFC)**

**Administrateur concerné :** SUNU Assurances

#### **Nature et objet**

Indemnisation du salarié en cas de départ à la retraite ou de licenciement sauf en cas de faute lourde.

#### **Modalités et rémunérations**

Les frais sont déterminés de la manière suivante :

- 2% du montant annuel des primes versées par le souscripteur
- 0.5% au plus du montant moyen de la valeur acquise du contrat IFC au 31 décembre de l'exercice

Le coût de cette convention s'élève à FCFA 1, 3 millions pour l'exercice 2015.

### **1.2.14. Convention d'assurance UNIRETRAITE BICICI CADRE**

**Administrateur concerné :** SUNU Assurances

#### **Nature et objet**

Contrat d'assurance collectif souscrit par la BICICI. Il permet aux membres du personnel Cadre de se constituer un capital ou un complément de retraite en cas de retraite ou de départ de l'entreprise.

#### **Modalités et rémunérations**

Les frais sont déterminés de la manière suivante :

- 2% des cotisations versées dans l'exercice pour les charges de gestion et d'acquisition
- 0.6% par an sur l'encours moyen d'épargne géré l'exercice

Le coût de cette convention s'élève à FCFA 8,6 millions pour l'exercice 2015

### **1.2.15. Convention d'assurance HORIZON RETRAITE**

**Administrateur concerné :** SUNU Assurances

#### **Nature et objet**

Contrat d'assurance collectif souscrit par la BICICI. Il permet aux membres du personnel non Cadre de se constituer un capital ou un complément de retraite en cas de retraite ou de départ de l'entreprise.

#### **Modalités et rémunérations**

Les frais sont déterminés de la manière suivante :

- 4,75% des cotisations versées dans l'exercice
- 1% du montant moyen d'épargne gérée

Le coût de cette convention s'élève à FCFA 3,4 millions pour l'exercice 2015